

Quand l'Ukraine prive la Hongrie de pétrole russe

Florentin Collomp

Budapest en appelle à l'UE et bloque en rétorsion les fonds de l'aide militaire à Kiev tant que la crise n'est pas résolue.

Quand la Hongrie appelle Bruxelles à la rescousse pour obtenir gain de cause contre l'Ukraine sur des sanctions visant la Russie... La crise diplomatique-énergétique qui secoue Budapest depuis quelques jours est un condensé des tensions géopolitiques dans la région. Alors que le régime de Viktor Orbán s'est toujours fait prier pour approuver les sanctions des Vingt-Sept contre la Russie en représailles à son attaque de l'Ukraine, le voici pris au piège de ses propres dépendances vis-à-vis de Moscou.

En juin, l'Ukraine a adopté des sanctions contre le géant pétrolier russe Lukoil et bloqué ses livraisons à la Hongrie, menaçant le pays d'une crise énergétique. Avec la République tchèque et la Slovaquie, la Hongrie avait obtenu une dérogation à l'embargo pétrolier visant la Russie, adopté par l'UE fin 2022. Les autres États européens ont, depuis, cessé leurs achats de pétrole à Moscou et considérablement réduit leur dépendance gazière. Mais, notamment en raison de sa situation géographique, la Hongrie a continué à se fournir auprès de Moscou, essentiellement via l'oléoduc Droujba (« amitié » en russe), qui traverse l'Ukraine. « Nous n'avons pas la liberté de nous diversifier, s'est justifié mercredi son ministre des Affaires étrangères, Peter Szijjarto. Pour acheter du pétrole ou de gaz d'autres sources, il faut des pipelines, des infrastructures que nous n'avons pas et que personne ne nous aide à acquérir. »

L'oléoduc Droujba relie les champs pétroliers russes à des raffineries en Hongrie, en Slovaquie et en République tchèque, via la Biélorussie et l'Ukraine. La moitié de ces approvisionnements

provenaient de Lukoil, aux côtés de ceux d'autres fournisseurs, comme Tatneft, Gazprom Neft ou Russneft, qui ne sont pas visés par les mesures ukrainiennes. Cela représente toutefois un tiers des

importations hongroises de pétrole, selon Peter Szijjarto. Celui-ci dénonce une décision « inacceptable et incompréhensible » qui « pose une grave menace à la sécurité énergétique de la Hongrie et de la Slovaquie ».

Chantage systématique

Lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept à Bruxelles, lundi, les deux pays ont appelé à un arbitrage de l'Union européenne sous trois jours face à ce qu'ils désignent comme une « violation de l'accord d'association UE-Ukraine ». Faute de quoi ils menacent Kiev d'un recours en justice. La Commission a assuré « étudier » le dossier et réclamé plus d'information des deux pays, rejetant l'ultimatum de trois jours. Pour faire pression sur les Européens, Budapest promet de continuer, comme elle le fait déjà depuis un an, à bloquer les fonds de la Facilité européenne pour la paix (FEP), le fonds de l'UE qui rembourse aux États membres les munitions fournies à l'Ukraine. « Tant que cette question n'est pas résolue par l'Ukraine, chacun peut oublier les versements des 6,5 milliards d'euros de la FEP pour rembourser les fournitures d'armes », a affirmé Szijjarto, selon la chaîne de télévision hongroise ATV. Il a également rappelé à bon escient que la Hongrie avait fourni 42 % des importations d'électricité de l'Ukraine en juin.

Allié de Viktor Orbán, le premier ministre slovaque, Robert Fico, a appelé son homologue ukrainien pour protester

d'être « pris en otage des relations ukraino-russes ». La raffinerie slovaque Slovnaft déplore une chute de 40 % de ses approvisionnements en brut par rapport à ses besoins. Moscou, de son côté, accuse l'Ukraine de « manipulation ».

La présidence tournante du Conseil de l'Union européenne assurée par la Hongrie, qui a débuté le 1^{er} juillet, commence sur les chapeaux de roues. Après s'être rendu à Kiev pour rencontrer Volodymyr Zelensky, Viktor Orbán est aussi allé voir Vladimir Poutine à Moscou, se présentant en mission officielle au titre de l'UE. Une initiative condamnée de toutes parts par les responsables européens. Le président du Conseil, Charles Michel, lui a rappelé par écrit qu'il n'avait « aucun rôle pour représenter l'Union sur la scène internationale et reçu aucun mandat du Conseil européen » pour le faire. En rétorsion, l'UE a annoncé un boycott de réunions informelles organisées par la présidence tournante en Hongrie, qui se tiendront à la place à Bruxelles.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Viktor Orbán a défendu les positions de Vladimir Poutine, avec lequel il a maintenu des relations régulières. S'il a toujours fini par approuver les sanctions européennes contre Moscou et les plans d'aide à l'Ukraine, il en a fait l'objet d'un chantage systématique sur son veto afin d'obtenir des avantages en échange, dont la levée du blocage de fonds de l'UE dus à son pays. Il prétend promouvoir un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie. ■

La Hongrie dépendante du pétrole russe

Oléoduc : — Droujba (Amitié) — Adria

